

DE DELORS A SOLBES

Harlem Désir était l'invité d'honneur d'un déjeuner amical pendant lequel il nous a parlé des prochaines élections européennes.

Côté programme, pas de problème : il suffira de faire connaître « Le Manifesto » qui propose une alternative à l'Europe du fatalisme et du « chacun pour soi », Europe dont l'absence a brillé au sommet du G20.

Côté candidat en Île-de-France, pas de problème non plus : Harlem parle avec conviction du rôle du Parlement européen et de l'action qu'il y a menée pour faire passer des textes moralisant le travail intérimaire et protégeant les acquis sociaux des salariés des divers pays membres. Il est, à juste titre, inquiet de ce que la Cour européenne de justice ait validé le principe selon lequel les salariés venant travailler dans un autre pays européen, gardent leur droit social d'origine. Cela veut dire en clair qu'une entreprise d'Europe de l'Est, si elle vient travailler en France, pourrait facturer des charges sociales beaucoup plus faibles que si elle applique le droit français. C'est la fameuse directive Bolkenstein sur la liberté de prestations de services qui revient par la fenêtre après que le Parlement européen lui a claqué la porte au nez.

Le Parlement européen contribue malgré tout à élaborer le droit social et l'enjeu des élections du 7 juin est de décider si l'harmonisation se fera par le haut ou par le bas : un salaire minimum dans chaque pays ? des syndicats pour défendre les salariés dans les entreprises multinationales ? une durée du travail maximale à 48 heures ? Voilà des questions concrètes en ces temps de crise.

Le Parlement de Strasbourg vote aussi le budget (bien modeste) de l'Union, moins de 2% du PIB des 27 pays. Si l'on veut que l'Europe mobilise plus que 5 dérisoires milliards d'euros pour préparer les infrastructures de l'économie de la connaissance, il faut un puissant groupe de pression politique sur la Commission et les gouvernements nationaux.

Le Parlement européen doit, enfin, accorder sa confiance à la Commission qui lui est proposée par les chefs d'État et de gouvernement. C'est donc une vraie assemblée démocratique, par son élection et par sa capacité à décider du gouvernement de l'Union. La droite a un candidat qui ne fera d'ombre à aucune capitale, le sieur Barroso. Il est préoccupant que la gauche n'ait pas encore de chef de file car les élections se font de plus en plus sous forme de duels : M. Barroso contre M ou Mme Manifesto.

On rêverait évidemment que Jacques Delors reparte pour un tour. Guidé par son énergie et sa sagesse, le Parti Socialiste européen aurait une bonne chance d'avoir la majorité. Mais Jacques Delors se concentre aujourd'hui sur des réflexions élevées sur l'avenir de notre société.

Il vient de publier avec Michel Dollé un ouvrage austère, intitulé « Investir dans le social » (Odile Jacob, 2009). Ce livre mérite quelques commentaires avant que nous revenions à notre sujet européen. En fait, la comparaison systématique des politiques sociales françaises avec les pratiques britanniques ou nordiques ne nous éloigne pas vraiment du sujet.

L'ouvrage des deux pionniers du « Centre d'étude des revenus et des coûts » est un projet complet de réorientation, disons même de révolution, de l'action de l'État. Les deux principes-clés sont simplicité et solidarité.

Pour nous donner le goût de la simplicité, les deux complices présentent « un organigramme quelque peu simplifié du traitement du chômage » (page 98). C'est une jungle de carrés et de flèches. En haut à gauche, il y a l'État qui, tel un berger, cherche son troupeau égaré dans la forêt épaisse des sigles. Au milieu de ce diagramme couvrant une bonne demi-page, se trouvent les pauvres chômeurs qui ne savent dans quelle direction aller. Cette invention délirante serait drôle s'il ne s'agissait de personnes en grande difficulté et si cette pagaille administrative ne coûtait fort cher. D'où une première proposition : que tout demandeur d'emploi ait un correspondant public et un seul, qui veille au calcul et au paiement de son indemnisation, à sa recherche d'emploi, à sa formation continue. Réciproquement, le chômeur ferait souvent le point avec cet agent public (ou privé mandaté par l'État) sur ses efforts pour retrouver estime de soi et travail.

Ayant été à l'origine d'une loi fondamentale sur la formation professionnelle en 1971, Jacques Delors est particulièrement sévère en ce domaine où les compétences et les intérêts des partenaires sociaux (syndicats et patronat), des régions, des chasseurs de primes, de l'État sont si imbriqués que l'ensemble est particulièrement médiocre par comparaison avec ce qui se fait en Europe du Nord. Ce n'est rien moins qu'une abolition des corporations publiques et privées que réclament les deux auteurs en verve révolutionnaire.

Pour la solidarité, c'est encore pire, si je puis dire. Les dispositifs sont si complexes et si incohérents que les personnes les plus vulnérables ne sont pas les principaux bénéficiaires de la solidarité nationale. Des niches sociales sont dénoncées, telles les réductions d'impôt sur le revenu accordées aux familles aisées pour payer leur domesticité. Afin de remettre le système sur des bases solides, le livre plaide en faveur de trois thèses.

La première est que l'effort doit être concentré sur les plus faibles, ceux qui n'ont pas la chance de naître dans une famille ayant un capital culturel et un revenu suffisants. Dans la France d'aujourd'hui, ils fournissent les bataillons des 6% d'enfants en échec scolaire. D'où l'idée de donner plus à ceux qui ont moins, à la crèche, à l'école maternelle, à l'école primaire.

Deuxième idée : une telle politique est « rentable ». Une éducation et une formation continue performantes (ce n'est pas le cas actuellement) élèvent le potentiel de développement économique du pays. Pour résister à la concurrence des pays à plus bas salaires, il faut des salariés mieux formés. Et c'est rentable aussi pour les finances publiques. Sortir un enfant de la pauvreté coûte 23 000 euros. L'assister tout au long de sa vie ratée coûtera 40 000 euros. Il vaut mieux investir dans le social que d'assister les exclus.

Troisième idée : la solidarité passe par l'impôt direct progressif. Pour donner plus à ceux qui ont moins, il faut demander plus à ceux qui ont plus. Pour rapporter davantage, l'impôt sur le revenu doit être expurgé de toutes les niches fiscales (les revenus du capital mieux traités que ceux du travail) et sociales (un abattement forfaitaire par enfant plutôt qu'un quotient familial progressif ; à défaut, inclusion des prestations familiales dans la base de l'impôt sur le revenu). Les droits de succession doivent être rétablis.

Cet œil scandinave projeté sur nos malfaçons multiples est rafraîchissant, même si l'on se perd un peu dans les méandres des dispositifs critiqués. La Suède ou la Finlande nous montrent que l'on peut mener une politique sociale juste et efficace sans compromettre la compétitivité économique.

Comment l'Europe peut-elle nous aider à diffuser ces bonnes pratiques ? Certainement pas avec la reconduction de M. Barroso. Quel devrait être le portrait-type du « Monsieur Manifesto » qui représenterait la gauche européenne ? Il devrait avoir de l'expérience économique et financière (Jacques Delors avait été ministre des Finances de la France dans une période perturbée), bien connaître la mécanique européenne, et avoir du caractère. Il faut de plus qu'il soit nommé commissaire par un gouvernement social-démocrate, puisque chaque pays désigne un commissaire et un seul.

Un homme répond à ce portrait robot : Pedro Solbès. Il est espagnol (et peut être nommé à la Commission par le social-démocrate Zapatero). Il a été commissaire européen et c'est là que je l'ai connu quand je représentais la France à l'Ecofin (la réunion des ministres des Finances). Il vient d'être écarté par le Premier ministre espagnol, parce qu'il refusait d'ouvrir grandes les vannes budgétaires pour compenser, à l'américaine, le désastre immobilier qui a frappé l'Espagne. Quel caractère !

Pedro Solbès n'est pas très connu et il n'a pas encore été désigné par le Parti Socialiste Européen, mais cela peut s'arranger !

La candidature de Solbès face à Barroso, dans un duel ibérique inédit, est la seule chance pour que gagnent les forces de progrès.

Christian Sautter